

# Monarchie sarkozyenne

dimanche 15 juillet 2007, par [PICQUET Christian](#) (Date de rédaction antérieure : 12 juillet 2007).

## **Les réformes institutionnelles annoncées par Fillon n'iront pas dans le sens d'une démocratisation, aussi timide soit-elle, de la V<sup>e</sup> République.**

Chaque jour en apporte la démonstration, la rupture annoncée par Nicolas Sarkozy n'épargnera pas les institutions. La pratique du pouvoir inaugurée par le vainqueur du 6 mai depuis son entrée en fonction, l'effacement d'un Premier ministre réduit au rôle de grand chambellan du prince, le court-circuitage permanent des ministres par un chef de l'État omnipotent annoncent clairement la présidentialisation achevée de la V<sup>e</sup> République.

Dans son discours-programme devant le Parlement, François Fillon a traduit cette évolution. Évoquant la restitution au président du droit d'intervenir devant les Assemblées, l'instillation d'une dose de proportionnelle dans l'élection des députés ou dans la désignation du Sénat, des dispositifs de contrôle ou d'intervention parlementaires accrus, il n'aura manifestement pas voulu évacuer, comme ses prédécesseurs, le problème d'institutions assez largement atteintes dans leur légitimité et leur efficacité. Avec, en prime, pour donner le change et désamorcer les craintes que suscite un comportement des plus bonapartistes, la possible nomination de Jack Lang au sein de la commission chargée de plancher sur cette réforme institutionnelle.

Ce rideau de fumée ne saurait tromper que ceux - ils sont, hélas, nombreux au Parti socialiste, et Lang est du nombre - qui ont renoncé à dénoncer les mécanismes antidémocratiques de la V<sup>e</sup> République et se sont ralliés, sous le gouvernement Jospin, avec l'instauration du quinquennat, au présidentialisme. Car le nouveau rôle dévolu au locataire de l'Élysée ne fera qu'atrophier un peu plus la démocratie. Il ne peut même pas se revendiquer de l'exemple des États-Unis, le législatif jouissant constitutionnellement, dans ce pays, d'une indépendance totale envers la présidence. De ce point de vue, comment prendre au sérieux les prérogatives promises au Parlement, lorsque l'ensemble du système, et plus particulièrement le groupe majoritaire au Palais Bourbon autant que le parti présidentiel s'avéreront aussi soigneusement verrouillés qu'ils le sont aujourd'hui ? En quoi une infime dose de proportionnelle permettrait-elle de refléter la réalité des équilibres politiques exprimés par le suffrage universel, surtout si elle doit se limiter à la désignation de sénateurs élus au suffrage indirect, dans des conditions qui assurent à la droite une majorité éternelle dans cette Assemblée ? Quant au cumul des mandats, comment ignorer que le Premier ministre n'en aura pas dit un seul mot ?

Nous ne saurions être dupes : cette réforme n'a pour seule cohérence que de pousser jusqu'au bout et de consacrer officiellement ce qui n'était qu'une pratique de fait instaurée par l'architecture institutionnelle voulue par le général de Gaulle : une monarchie présidentielle, détentrice de tous les pouvoirs et réduisant les contre-pouvoirs possible à n'être plus que des faire-valoir...

\* Paru dans Rouge n° 2214 du 12 juillet 2007.